

bique en Chine, inauguré six mois après l'agression qui a commencé en août 2017. En trois mois toute la population a dû fuir au Bangladesh voisin et traverser la frontière. L'armée est arrivée, elle brûlait tout. »

Alors qu'elle souhaitait traiter dans son film la persécution des rohingyas, la réalisatrice ne s'attendait pas à ce qu'autant de femmes et d'enfants veuillent lui parler si librement. « *Ce film est un peu une histoire de sérendipité* », explique-t-elle. Alors qu'elle devait chercher dans le camp des enfants et leurs familles pour recueillir leur parole, elle n'avait pas anticipé qu'une enfant de 9 ans voudrait témoigner du viol qu'elle avait subi, ni que, le lendemain, dix femmes souhaiteraient que leurs paroles soient également recueillies, preuve que sur place, personne ne se soucie d'elles. Emmanuel Davidenkoff explique qu'en effet, les violences sexuelles sont souvent tues.



Olga Prud'homme Farges et Pramila Patten

aujourd'hui, ce sont eux qui demandent à ce qu'ils rentrent chez eux. Pramila Patten ajoute que la situation s'est encore détériorée depuis le tournage du documentaire. Cette population vit toujours dans des abris temporaires faits de bambous et de bâches, et le gouvernement bangladais, refuse systématiquement de rénover et renforcer les camps. Emmanuel Davidenkoff rappelle que le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres du monde. Citant un reportage du Monde publié il y a quelques mois, il explique que ces camps sont des zones de non droit absolu, où à partir de 16h, les ONG n'ont plus le droit d'intervenir et doivent sortir du camp jusqu'au lendemain matin. « *Même au Far-West il devait y avoir plus de lois que ça* », conclut-il.

En fin de séquence, les spectateurs, essentiellement des jeunes, sont invités à poser des questions. « *S'il y a un million de réfugiés dans les camps, à combien s'élève la population rohingya totale ?* » demande l'un d'entre eux. Pramila Patten répond qu'elle n'a pas de chiffres précis, mais au Bangladesh le gouvernement estime qu'ils sont 1,2 millions. Pour conclure, Olga Prud'homme Farges ajoute que la plus grande partie de la communauté a fui de l'Arakan, soit environ 80 %.

« En Birmanie, cohabitent 126 ethnies différentes mais s'il y a bien une communauté apatride, c'est celle-là »

Pramila Patten à propos des Rohingyas

Pramila Patten représentante spéciale des Nations Unies sur les violences sexuelles dans les conflits, connaît bien le cas des Rohingyas sur lequel elle travaille depuis 2002. Ce silence autour des violences subies, elle l'explique en partie par une situation politique largement défavorable, notamment en 1982 où une loi a fait voter la suppression de leur nationalité, et donc de leurs droits. « *En Birmanie, cohabitent 126 ethnies différentes mais s'il y a bien une communauté apatride, c'est celle-là* », estime-t-elle. Car avant 2017, il y avait un élan de solidarité et une compassion de la part des bangladais, mais

BLUE ISLAND

Le 29 septembre 2023, 10h30-12h, Auditorium



Serge Gordey

Être hongkongais, être libre et chinois ?

Serge Gordey introduit la projection du film documentaire réalisé par Chan Tze-woon, intitulé *Blue Island* (2022), sans en révéler le sujet, préférant mettre en lumière le partenariat de la région Normandie avec l'agence Docs Up Fund qui produit des « *films qui viennent de pays où la question des droits humains se pose, où des cinéastes s'en emparent* ». Avant de lancer le film, le producteur précise que celui-ci n'est « *pas un reportage ou un film classique mais une façon particulière de voir le monde, un regard d'auteur qui prend le temps de réfléchir, qui nous dit beaucoup plus que les images qui nous inondent tous les jours* ».

Suite au visionnage, Philippe Le Corre affirme que « *ce documentaire semble*

refléter trois choses : la complexité du sentiment d'appartenance à Hong-Kong, entre le rapport à la Chine et au territoire hongkongais, la difficulté de faire face au Parti Communiste Chinois, illustrée par la mise en scène mêlant acteurs et personnes réelles, et l'ambivalence d'être à la fois spectateur et acteur de l'Histoire ». Le chercheur procède ensuite à un bref rappel de « *l'histoire compliquée du rocher, colo-*

MODÉRATEUR :

Philippe Le Corre, chercheur à l'Asia Society Policy Institute et conseiller géopolitique, Asia Society France

INTERVENANTS :

Serge Gordey, Producteur, Docs Up Fund
Nathan Law, opposant démocratique hong-kongais



© Pierre Galliot - Région Normandie

Serge Gordey

nie britannique pendant 150 ans avant d'être rétrocédé à la République Populaire de Chine en 1997 ». Mais alors que « le contrat prévoyait de garantir une autonomie à Hong-Kong jusqu'en 2047, la Chine l'a rompu en accentuant la répression sur cette région spéciale, la dernière datant de 2019-2020 ».

Leader du mouvement des parapluies de 2014, aujourd'hui en exil, Nathan Law est une incarnation de la troublante identité hongkongaise, entre le désir de liberté et les origines chinoises. Le militant, qui explique que « beaucoup de films ont été tournés à Hong-Kong pour parler des manifestations de 2019-2020 mais ces images n'ont pas le droit d'être diffusées là-bas à cause de la forte censure », avoue que « le visionnage de ce film était très difficile ». En effet, « cela fait remonter des traumatismes des événements de 2014 et 2019, j'ai été témoin d'actes terribles, des amis ont été blessés et arrêtés ». Heureusement, « ce film montre des personnes importantes du mouvement de résistance, c'est important, cela aide à comprendre la situation ». Nathan Law interpelle le public en leur demandant : « qu'auriez-vous fait si vous étiez hongkongais ? ». « Ces films

sont essentiels pour comprendre les sacrifices de notre population », affirme-t-il.

Interrogé sur la question de l'identité hongkongaise, le dissident explique que « c'est une composante très importante, unique et cruciale pour la résistance car elle reflète des valeurs et une compréhension de l'Histoire face au narratif orthodoxe de Pékin et l'autoritarisme de Xi Jinping ». Il ajoute que « c'est une identité difficile à définir mais nous résistons quand la Chine essaie de l'effacer ».

« Ces images n'ont pas le droit d'être diffusées là-bas à cause de la forte censure ».

Nathan Law

Alors qu'il a quitté Hong-Kong en 2020 car il se savait « recherché et risquait plusieurs dizaines d'années de prison », Nathan Law revient sur la difficulté de résister à la Chine depuis l'étranger « car il faut mobiliser les foules localement ». « De plus en plus de personnes ont quitté le territoire depuis trois ans, près de 20 000 pour des raisons politiques, déplore-t-il. Le Royaume-Uni aide les réfugiés hongkongais et on peut organiser des événements pour que la Chine ne parvienne pas à effacer notre Histoire ». Avant de conclure : « Même si la situation ne va pas dans le bon sens car beaucoup de personnes sont incarcérées, je reste optimiste, c'est idiot d'être désespéré, il faut rester courageux même si 9 mouvements sociaux sur 10 vont échouer ».

L'INDICE NORMANDIE : COMPRENDRE LES MENACES POUR PRÉSERVER LA PAIX

Le 28 septembre 2023, 10h30-12h, salle Azur



Branislav Staniček, Elena Lazarou, Bénédicte Feuger, Valérie Drezet-Humez et Salomé Limery

© Nicolas Broquedis

Menaces plurielles, paix universelle

Les trois modératrices travaillant pour Europe Direct, co-organisatrice avec le Parlement européen de ce temps fort jeunesse autour de l'Indice Normandie pour la paix,

MODÉRATRICES :

Ophélie Bouin, responsable communication CRIJ Normandie

Salomé Limery, chargée de mission projets européens Maison de l'Europe de l'Eure

Bénédicte Feuger, Responsable du Carrefour Rural Européen des Acteurs Normands (CREAN)

INTERVENANTS :

Valérie Drezet-Humez, cheffe de la Représentation en France de la Commission européenne

Elena Lazarou, cheffe d'unité politique externe, Service de Recherche du Parlement européen (EPRS)

Branislav Staniček, chercheur politique externe Parlement européen

un outil « qui sert à orienter les actions de l'Union européenne, à décrypter ce qu'il se passe en Ukraine et comprendre les menaces qui impactent les États et les populations », introduit la discussion sous forme d'atelier interactif, donnant aux lycéens dans la salle la possibilité de donner leur avis via un quizz numérique en direct.

Alors que 78% d'entre eux avouent ne pas connaître cet Indice, sa conceptrice Elena Lazarou entreprend d'expliquer cet indicateur « qui mesure les menaces sur la paix et la démocratie dans le monde ». « Débuté en 2018 grâce à un accord entre la Région Normandie, le Parlement européen et l'Institute for economics and peace de Sydney », continue-t-elle, « c'est un indice qui s'appuie sur la définition européenne de la paix que l'on retrouve dans la Stra-